

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Chavez-demande-des-preuves-de-vie-des-otages-au-FARC-malgre-l-oposition-d-Uribe>

# **Chavez demande des preuves de vie des otages au FARC malgré l'opposition d'Uribe.**

- Les Cousins - Colombie -

Date de mise en ligne : samedi 24 novembre 2007

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

**Par l'Agence France-Presse**

Caracas, le jeudi 22 novembre 2007.

Le président vénézuélien Hugo Chavez a demandé jeudi au chef des Farc, Manuel Marulanda, de lui adresser des preuves de vie de ses otages pour procéder à un échange humanitaire, bien que le président colombien Alvaro Uribe ait mis fin à son rôle de médiateur.

« Étant donné que le processus a déjà été enclenché et qu'il existe des choses que l'on ne peut pas arrêter (...) j'espère que les Farc vont me faire parvenir des preuves de vie. Je continue à attendre. Envoi-les moi Marulanda », a déclaré Hugo Chavez dans une intervention en faveur de la réforme constitutionnelle au Venezuela qui doit être soumise à un référendum le 2 décembre prochain.

Le président Uribe a mis mercredi fin à la médiation du président Chavez sur l'échange d'otages détenus par la guérilla des Farc visant à libérer 45 otages, dont la Franco-Colombienne Ingrid Betancourt et trois Américains, contre 500 guérilleros des FARC emprisonnés.

M. Chavez est revenu en outre sur l'idée discutée en privé avec le président Uribe au Chili de créer un site de dialogue avec les Farc dans les montagnes colombiennes si la guérilla libérait un premier groupe d'otages.

« Si tu décides de libérer ce groupe malgré ce qui s'est passé, je le recevrai ici avec plaisir. Les plus de 2.000 km de frontière entre la Colombie et la Venezuela sont ouvertes », a lancé Hugo Chavez à l'adresse de Manuel Marulanda sous des applaudissements nourris dans le principal théâtre de Caracas.

« Le président français Nicolas Sarkozy a raison d'exiger des preuves de vie. Je lui ai dit que Marulanda m'avait chargé de dire qu'il en avait donné l'ordre mais ce n'est pas facile parce que nous sommes en guerre », a ajouté M. Chavez en allusion à sa rencontre avec le chef d'État français mardi à Paris.

Le chef de l'État vénézuélien a encore déclaré « respecter la décision d'Uribe » de mettre fin à sa médiation tout « en regrettant cette décision pour la Colombie ».

« Il faut faire tous les efforts pour la paix et un accord humanitaire mais en tenant compte qu'on ne peut pas mettre en danger la sécurité démocratique », avait déclaré M. Uribe jeudi lors d'un discours au palais présidentiel à Bogota.

« C'est elle (la sécurité) qui nous apportera finalement la paix et mettra fin aux enlèvements qui affecte notre pays », avait ajouté le chef d'État colombien.

La veille, la présidence avait annoncé que M. Uribe « considérait comme terminées la facilitation de la sénatrice (colombienne) Piedad Cordoba et la médiation du président Hugo Chavez et les remerciait pour leur aide ».

À Paris, M. Sarkozy a demandé aussitôt à M. Uribe de « maintenir le dialogue » avec Hugo Chavez qu'il avait reçu mardi pour prendre connaissance des nouveaux éléments du dossier.

En réponse à la demande de Paris, José Obdulio Gaviria, principal conseiller présidentiel colombien, avait déclaré à la radio privée Caracol, qu'il « n'y aurait pas de marche arrière ».

## **Chavez demande des preuves de vie des otages au FARC malgré l'opposition d'Uribe.**

---

Dans une conférence de presse, le haut commissaire colombien à la paix, Luis Carlos Restrepo, a souligné que Bogota « préférait la discrétion, le travail en interne et persévérant, parce que la libération de tous les otages et l'obtention d'une solution humanitaire et définitive est un objectif central ».

Cette décision a suscité la consternation de la famille et des soutiens à Paris à Ingrid Betancourt et des familles d'otages en Colombie.